

Construisons nos jours heureux/Loire

Pour la Planète et l'Humain

Alors que notre pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale historique, toutes nos pensées vont d'abord aux personnes les plus touchées, aux soignant-e-s en première ligne, ainsi que vers l'ensemble des travailleuses, travailleurs et bénévoles mobilisé-e-s pour assurer la continuité des services essentiels à la vie quotidienne de toutes et de tous. Nous pensons aussi aux personnes qui ont succombé au Covid 19 ainsi qu'à leurs familles.

Nous, collectifs, organisations associatives, syndicales ou politiques de la Loire, exigeons que les autorités locales et nationales prennent leurs responsabilités face à l'urgence sanitaire, dans le respect des droits fondamentaux. Nous proposons un autre chemin, à l'inverse des dérives ultra-libérales, nationalistes et individualistes.

Après une mobilisation tardive et une communication opaque de l'exécutif, l'urgence sanitaire actuelle nécessite que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger l'ensemble des citoyen-ne-s et lutter contre la précarité.

■ Nous exigeons de la préfecture de la Loire l'arrêt de toutes les activités économiques non essentielles, qui ne peuvent être réalisées à distance, qui ne sont pas reliées à la gestion de la crise sanitaire.

■ Nous exigeons la réquisition de tous les masques détenus par les entreprises non essentielles et leur transfert aux équipes soignantes et aux salarié-e-s dont l'activité est nécessaire. Nous exigeons le dépistage de toutes et tous les salarié-e-s qui travaillent, un renforcement des moyens de contrôle de l'inspection du travail sur les conditions sanitaires et un droit de *veto* des instances représentatives du personnel sur la continuité des activités.

■ Nous exigeons la rémunération à 100 % de toutes et tous les salarié-e-s placé-e-s en activité partielle, la prise en charge à 100 % des arrêts de travail pour garde d'enfant, et la prise en charge en accident de travail des salarié-e-s « essentiel-le-s » contaminé-e-s.

■ Nous demandons un soutien particulier pour les petites structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi que pour les TPE et PME de notre territoire afin qu'elles puissent faire face à la crise sanitaire.

■ Nous exigeons l'interdiction de versements de dividendes aux actionnaires : il n'est pas acceptable que les grandes entreprises persistent à rémunérer les actionnaires dans cette période de crise sanitaire et économique.

■ Nous exigeons l'annulation des dérogations au code du travail et la reconnaissance du droit de retrait lorsque la sécurité sanitaire n'est pas garantie.

■ Nous exigeons de l'ARS et du Conseil Départemental une communication précise des mesures prises dans le cadre du plan bleu et exigeons le renforcement des moyens humains et matériels dans les EHPAD.

■ Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleuses et travailleurs les plus exposé-e-s, souvent les plus mal rémunéré-e-s.

■ Nous exigeons le déploiement d'un plan de soutien dédié aux artistes et technicien-ne-s intermittent-e-s du spectacle sans quoi elles/ils risquent d'être exclu-e-s du régime de l'intermittence ce qui serait désastreux pour le tissu culturel et la création dans sa globalité.

■ Nous exigeons que tous les moyens nécessaires soient donnés aux associations prenant en charge les femmes et les enfants victimes de violences dont le nombre est en recrudescence depuis le début du confinement. Par ailleurs, la crise sanitaire a rendu souvent difficile l'accès à l'IVG. A la sortie du confinement, il faudra garantir ce droit fondamental à toutes les femmes sans distinction

■ Nous exigeons que le Préfet, les mairies, réquisitionnent tout habitat vacant afin de loger tous les sans-abris, population particulièrement vulnérable dans cette pandémie. Aucune remise à la rue ne doit être fait pour les hébergé-e-s, sans garantie d'un logement ou d'un hébergement et d'un accompagnement social renforcé.

■ Nous exigeons un moratoire de plusieurs mois à 1 an sur tous les impayés de loyers, les expulsions en cours ou à venir, et les factures d'énergie et de communication, le renforcement des aides au logement (AL, APL, FSL) pour un reste à charge minimum (10% du revenu disponible) pour les ménages en précarité.

■ Nous exigeons la création d'un service public de l'habitat pour la régulation du marché locatif, du foncier, et la mise en oeuvre d'une politique de logement pour toutes et tous. L'encadrement des loyers, à la baisse, est une priorité pour atteindre 30% maximum du budget disponible des ménages. Le logement doit être d'usage, et non pas un bien de capitalisation pour rentier ou rentière.

■ Nous exigeons la régularisation de toutes/tous les « sans-papiers » pour améliorer leurs conditions de vie et de santé déjà précaires avant la pandémie.

L'État d'urgence sanitaire ouvre aujourd'hui la porte à la restriction abusive de nos libertés individuelles. Les ordonnances du gouvernement sont appliquées sans possibilités de contrôle citoyen et de contre-pouvoir effectif. Nous ne sommes pas en guerre comme l'a affirmé Emmanuel Macron, mais face à une pandémie. Il ne faut pas pénaliser les citoyen-ne-s par une surveillance généralisée, mais plutôt généraliser les moyens de protection et de tests vis-à-vis du virus. **Face aux dérives en termes de surveillance généralisée et de surenchère sécuritaire, nous appelons les citoyen-ne-s à :**

■ Refuser tout système de traçage contraire au respect de la vie privée qui enregistrerait et centraliserait des informations personnelles et de géolocalisation.

■ Veiller à leurs libertés et dénoncer des contrôles qui s'avéreraient non justifiés.

■ Surveiller les interpellations policières en posant des questions, voire en filmant celles qui seraient problématiques.

Fidèles à l'idéal commun de la Déclaration Universelle des Droits Humains -que la France s'est engagée à mettre en œuvre- **nous invitons avocat-e-s et juristes à se mettre au service de celles et ceux qui seraient victimes de tels actes.** Les mesures d'exception ne doivent pas s'ancrer dans le droit commun.

La crise que nous traversons nécessite une rupture avec l'actuelle conception capitaliste de l'économie et de la mondialisation néolibérale. Le "jour d'après" annonce l'impérieuse nécessité de transformations écologiques, sociales et démocratiques.

■ Cette crise est révélatrice du délitement progressif du tissu productif essentiel à la vie du pays. Pour garantir notre indépendance, l'emploi et préserver notre environnement, nous réaffirmons la nécessité de relocaliser l'économie au plus près des besoins. Cela passe entre autres par la reconquête industrielle de nos territoires tout en redonnant du pouvoir aux salarié-e-s dans leurs entreprises et services publics. L'impératif écologique devra irriguer plus que jamais l'ensemble de nos actions et de nos politiques pour répondre au changement climatique et lutter contre la destruction de nos écosystèmes. Nos industries et l'ensemble de notre tissu économique doivent engager une transformation écologique radicale, le développement d'énergies propres et renouvelables, avec l'implication et la formation des salarié-e-s. La relance économique d'après-crise sanitaire sera un moment clé pour l'avenir de la planète et la lutte pour la justice climatique !

■ Cette crise renforce la nécessité de changer de modèle agricole dominant, de concentrer la production agricole sur notre sécurité alimentaire, en privilégiant des formes d'agriculture paysanne, durable et biologique permettant le respect de la biodiversité et le rythme des sols. Nous devons, dès aujourd'hui, apporter localement un soutien par des aides à la conversion (en complément aux aides nationales) et l'organisation de la consommation par circuit-court. Cette transition ne sera possible, qu'à la condition d'avoir des paysan-ne-s nombreuses/eux sur des fermes à taille humaine.

■ Les mesures nécessaires à la gestion de cette crise ne sont pas sans coût. C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité d'une lutte déterminée contre l'évasion fiscale. Nous exigeons une participation solidaire à hauteur de leurs moyens des plus grandes fortunes de ce pays, ainsi que des revenus financiers à l'effort nécessaire à la sortie de cette crise et au redressement du pays. Cela passe par exemple par le rétablissement immédiat de l'I.S.F. Afin d'en faire un des outils de justice sociale et de redistribution, nous militons pour une réforme de la progressivité de l'impôt sur le revenu.

■ Cette crise sanitaire s'accompagnera d'une crise économique inédite, bien plus grave encore que ne le fut celle de 2008. La question du remboursement de la dette publique est déjà sur toutes les lèvres des économistes. Nous pensons qu'il nous faut sortir de cette spirale sans fin qui étouffe notre pays, comme la plupart des autres pays européens, et inflige aux populations les plus modestes des conditions de vie de plus en plus précaires. Nous n'oublions pas que c'est pour répondre aux injonctions européennes néolibérales visant à réduire cette dette qu'ont été décidées les restrictions budgétaires dont nous mesurons aujourd'hui les effets dévastateurs, notamment dans nos hôpitaux. Conséquence de cette crise sanitaire, le montant de notre dette publique sera si important demain qu'il sera tout simplement impossible de le rembourser, ni par nous-mêmes ni par les générations futures. Nous demandons donc son annulation ou sa conversion en dette perpétuelle, comme l'a fait la Banque Centrale des États-Unis.

■ La future récession économique et financière rend urgente la réduction du temps travail – à 32h par semaine, avec une 6^{ème} semaine de congés payés et une retraite dès 60 ans – qui reste la solution d'avenir. L'égalité d'accès à l'emploi, d'évolution de carrière et de salaire entre les femmes et les hommes, et la lutte contre les discriminations, demeurent des combats à mener. La réforme des retraites et celle de l'assurance chômage doivent être abandonnées. Elles aggraveraient les inégalités et accentueraient la paupérisation. Refusons les cures d'austérité, choisissons le partage plutôt que la loi du plus fort.

■ Cette crise sanitaire révèle l'inefficacité et surtout la dangerosité des choix budgétaires de ces dernières décennies. Les plans successifs de restriction budgétaire ont diminué les moyens financiers, humains et matériels dans les services publics qui sont pourtant notre bien commun. Nous devons exiger des collectivités locales et de l'Etat que les besoins essentiels à la vie en société ne soient plus soumis aux intérêts privés mais réappropriés pour l'intérêt général. Il nous faut un plan d'investissement massif et pérenne pour les hôpitaux, comme pour toute la recherche publique, afin de pouvoir anticiper les futures crises et accompagner la nécessaire transition écologique. Ainsi l'annexion de l'Université Jean Monnet à celle de Lyon serait gravissime tant pour les futur-e-s étudiant-e-s ligérien-ne-s que pour la recherche en général et particulièrement aussi pour le rôle et l'action du CHU au niveau départemental. Nous invitons l'ensemble des citoyen-ne-s à exiger un référendum sur cette question : il est temps que ces décisions tiennent compte de l'avis de celles et ceux qui en subissent les conséquences. De la même façon, le creusement des inégalités qui découle directement des fermetures des écoles et des suppressions de postes dans le 2^o degré doit être une préoccupation majeure. Nous demandons le recrutement de personnels enseignants, COPSY, AESH et AED sous statut fonction publique d'État et territoriale, afin d'augmenter la présence d'adultes par élèves dans les classes et les établissements scolaires.

Nous avons conscience de la nécessité d'avancer uni-e-s dans la prochaine période pour remettre l'Humain et la Planète véritablement au cœur des politiques de demain. C'est le sens de cette tribune collective, de ces revendications communes pour préparer ensemble le fameux "jour d'après", que nous voulons empli d'espoir, en de nouveaux "jours heureux".

L'heure est à l'organisation de la solidarité et de l'entraide. Si l'on veut imaginer une réelle sortie de crise, ce sont ces valeurs qu'il faut faire vivre dès maintenant, et bien plus encore dès la fin du confinement. Restons mobilisé-e-s chez nous durant le confinement et, dès que cela sera possible, dans l'espace public avec toutes les forces progressistes présentes sur notre territoire.

Un autre modèle de société est nécessaire.

Les organisations qui souhaitent signer cette appel sont invitées à s'adresser à construisons.nos.jours.heureux@laposte.net